

Communiqué de presse du 23 Octobre 2022

Santé des enfants : la réponse politique est irresponsable

Le 21 octobre 2022 une lettre ouverte au Président de la République était publiée dans le journal Le Parisien signée en 24h par plus de 4000 soignants en Pédiatrie, dont les responsables de l'ensemble des sociétés savantes, des internes, des paramédicaux, et des associations de patients. Dans cette lettre, ces soignants dénoncent des mises en danger quotidiennes et une dégradation criante des soins apportés aux enfants dont ils doivent assumer seuls la responsabilité. En moins de 4 jours, cette lettre a dépassé la barre des 6500 signatures.

L'épidémie de bronchiolite débutante est habituelle et prévisible, comme le montre le bulletin épidémiologique de Santé Publique France daté du 19 Octobre 2022. Elle n'est responsable de rien mais, à cause du manque de lits d'hospitalisation, elle déstabilise pourtant de manière très importante le système de soin pédiatrique, témoignant de sa grande fragilité préalable, dénoncée par des tribunes de pédiatres en 2019 puis en 2020 et de multiples alertes. Cela met en danger les enfants porteurs de bronchiolites mais également les enfants suivis pour maladies chroniques dont les soins hospitaliers ne peuvent plus être assurés.

Depuis la parution de sa lettre le 21 octobre, le Collectif de Pédiatrie n'a pas eu de réponse du Président de la République. Il est de sa responsabilité de reconnaître la gravité de la situation et d'annoncer des mesures urgentes et pérennes favorisant le retour des personnels soignants dans les hôpitaux auprès de nos enfants. Certains Ministres se sont exprimés, notamment Mr François Braun, ministre de la Santé, par voie de presse.

Parmi les annonces faites, nous retenons :

- Un nouvel appel à la responsabilité des français pour limiter l'épidémie de bronchiolites et les consultations aux Urgences. Il n'est pas possible d'imposer des mesures sanitaires strictes pour des épidémies prévisibles, récurrentes, et banales même s'il est important de rappeler les gestes d'hygiène. Par ailleurs, le ministre ne semble pas entendre que les problématiques rencontrées actuellement concernent un manque de soins apportés aux enfants notamment par défaut de lits d'hospitalisation. Nous ne pouvons pas hospitaliser des patients venus aux urgences, dans un état préoccupant, et nous retardons tous les jours les soins à apporter aux enfants porteurs de maladie chronique.
- L'annonce de la mise en action de plans blancs dans plusieurs Hôpitaux. Nous rappelons que le plan blanc a été déclenché une fois par an durant les 3 dernières années. S'il permettra d'augmenter le nombre de lits pour accueillir des enfants avec bronchiolites, il aura également comme conséquence d'annuler ou de retarder une nouvelle fois des soins programmés notamment pour des enfants porteurs de maladies chroniques ou de cancers, comme des chirurgies par exemple. Il permettra également d'annuler des jours de repos et de congés, contribuant à aggraver la crise des soignants qui quitteront de nouveau l'hôpital dès le plan blanc terminé.
- L'annonce d'un budget de 150 millions d'euros attribués à certains services en difficultés dont certains d'Urgences pédiatriques pour recruter du personnel. Comme l'a d'ailleurs également souligné le ministre, fournir de l'argent à des services pour financer l'emploi d'intérimaires, payés plus pour faire le même travail que les soignants hospitaliers, ne permettra pas d'arrêter l'hémorragie de soignants, au contraire. Il est nécessaire de prendre des mesures de fond et de mettre fin à une conception comptable de la santé. Les spécificités pédiatriques et l'expertise soignante nécessitent une reconnaissance avec une réévaluation de la lourdeur des

soins, la mise en place officielle de ratios adaptés de patients par infirmiers/aide-soignants, une formation dédiée et la réforme en profondeur de la gouvernance en la recentrant sur chaque service hospitalier. Si des mesures financières doivent être envisagées, il ne s'agit pas d'une enveloppe mais d'une augmentation significative des salaires des soignants en s'alignant sur les autres pays européens.

- L'annonce au printemps prochain des « Assises de la Pédiatrie ». Nous relevons que cette annonce survient après le déroulement du Ségur de la Santé, de la Mission Flash, du Conseil de la Refondation ... ce qui témoigne de l'inefficacité manifeste de telles mesures. C'est maintenant que la pédiatrie est asphyxiée, c'est maintenant qu'il faut agir. Et comme nous l'avons souligné dans notre lettre au Président, les solutions sont déjà identifiées dans le rapport de l'IGAS sur la Pédiatrie.

Nous rappelons que 95% des soins en pédiatrie ont lieu à l'Hôpital public, il n'y a pas d'alternative privée.

Tous les jours nous sommes contraints de renoncer à notre cœur de métier en mettant en danger des enfants et en leur fournissant des soins non adaptés. Le tri qui nous est imposé entraîne des pertes de chance. Cela n'est pas éthique et inacceptable, provoquant un sentiment de perte de sens de notre métier de soignant. Des soignants, infirmier.e.s, puericultrices, aide-soignant.s, auxiliaires de puériculture, pédiatres quittent tous les jours l'hôpital constatant ne plus arriver à soigner, par peur de l'erreur passée ou à venir, inévitable dans les conditions de travail actuelles.

Nous, soignants en pédiatrie et membres d'associations de patients, réclamons une prise de parole du Président de la République constatant la gravité de la situation et la responsabilité de l'état et annonçant en urgence une réforme profonde et structurelle de l'hôpital public et notamment de la pédiatrie afin d'arrêter l'hémorragie et d'être de nouveau attractif pour les soignants l'ayant quitté, ou pour les jeunes ayant déjà renoncé.

Les enfants sont l'avenir. Sa responsabilité est engagée, il doit nous répondre !

Signataires :

Associations de patients :

Aider à Aider, APAISER S&C, Association Maladies Foie Enfants (AMFE) , Entraide aux greffés de Moelle osseuse (EGMOS), Sparadrap , HTaPFrance, Association Silver Russell, Connaître les Syndromes Cérébelleux (CSC), France Vasculaires, Aide aux Jeunes Diabétiques (AJD), Vivre sans thyroïde, Tintamarre

Associations et collectifs de soignants :

- Collectif de Pédiatrie (signataires de la lettre au Président. Collectif.pediatre@gmail.com) twitter. : @ctifpediatrie
- Collectif Inter-Hôpitaux Pédiatrie
- Collectif Inter-Urgence
- Association des Juniors en Pédiatrie Paris